

## Discours de Vladimir Poutine lors du Forum Économique International de Saint-Pétersbourg (SPIEF) 2022



[Source : donbass-insider.com]

Le Forum Économique International de Saint-Pétersbourg (SPIEF) a lieu cette année du 15 au 18 juin 2022. Vladimir Poutine a participé à la session plénière du 17 juin, et y a prononcé un discours partagé entre explications sur la situation mondiale actuelle, le développement d'un monde multipolaire, mais aussi les défis de politique intérieure auxquels la Russie doit faire face.

---

Je souhaite la bienvenue aux participants et aux invités du 25e Forum économique international de Saint-Pétersbourg.

Il a lieu à un moment difficile pour la communauté mondiale, où l'économie, les marchés et les principes mêmes du système économique mondial sont attaqués. Un grand nombre de liens commerciaux, de production et de logistique précédemment perturbés par la pandémie sont à nouveau mis à l'épreuve. En outre, des concepts clés pour les affaires tels que la réputation des entreprises, le respect de la propriété et la confiance dans les devises mondiales ont été complètement sapés – sapés, malheureusement, par nos partenaires occidentaux, et cela a été fait délibérément, par ambition, au nom du maintien d'illusions géopolitiques dépassées.

Aujourd'hui, je vais donner notre – quand je dis « notre », je veux dire les dirigeants russes – vision de la situation dans laquelle se trouve l'économie mondiale. J'expliquerai comment la Russie agit dans cet environnement et comment elle planifie son développement dans un environnement qui évolue de manière dynamique.

Il y a un an et demi, lors d'un discours au Forum de Davos, j'ai souligné une fois de plus que l'ère de l'ordre mondial unipolaire est terminée – je veux commencer par cela, il n'y a pas d'échappatoire – elle est terminée, malgré toutes les tentatives de la préserver, de la maintenir en place par tous les moyens. Le changement est le cours naturel de l'histoire, parce que la diversité civilisationnelle de la planète, la richesse des cultures est

difficile à combiner avec des schémas politiques, économiques et autres, des schémas qui ne fonctionnent pas ici, des schémas qui sont grossièrement, sans alternative, imposés depuis un seul centre.

Le défaut réside dans l'idée même qu'il existe une seule puissance, bien qu'elle soit forte, avec un nombre limité d'États qui lui sont proches ou, comme on dit, qui y sont admis, et toutes les règles du commerce et des relations internationales, lorsque cela devient nécessaire, sont interprétées exclusivement dans l'intérêt de cette puissance, comme on dit, travaillent dans une seule direction, le jeu est à sens unique. Un monde fondé sur de tels dogmes n'est absolument pas viable.

Les États-Unis, en s'attribuant la victoire dans la guerre froide, se sont déclarés les ambassadeurs de Dieu sur terre, qui n'ont pas d'obligations, mais seulement des intérêts, et ces intérêts sont déclarés sacrés. C'est comme s'ils ne remarquaient pas qu'au cours des dernières décennies, de nouveaux centres de force ont émergé sur la planète et deviennent de plus en plus puissants. Chacun d'entre eux développe ses propres systèmes politiques et institutions sociales, met en œuvre ses propres modèles de croissance économique et, bien sûr, a le droit de les protéger, de garantir sa souveraineté nationale.

Nous parlons de processus objectifs, de changements véritablement révolutionnaires et tectoniques dans la géopolitique, dans l'économie mondiale, dans la technologie, dans l'ensemble du système des relations internationales, où le rôle des États et des régions dynamiques et prometteurs, dont les intérêts ne peuvent plus être ignorés, s'accroît considérablement.

Je le répète : ces changements sont fondamentaux, cruciaux et inexorables. Et c'est une erreur de croire qu'une période de changements turbulents peut, pour ainsi dire, s'asseoir et attendre, que tout va prétendument revenir à la normale, que tout sera comme avant. Cela n'arrivera pas.

Cependant, il semble que les élites dirigeantes de certains États occidentaux se bercent de ce genre d'illusions. Ils ne veulent pas voir les choses évidentes, mais s'accrochent obstinément aux ombres du passé. Par exemple, ils pensent que la domination de l'Occident sur la politique et l'économie mondiales est une valeur constante et éternelle. Rien n'est éternel.

Et nos collègues ne se contentent pas de nier la réalité. Ils essaient de contrecarrer le cours de l'histoire. Ils pensent en termes du siècle passé. Ils sont prisonniers de leurs propres illusions sur les pays situés en dehors de ce que l'on appelle le milliard d'or, ils considèrent tout le reste comme périphérique, leur arrière-cour, ils les considèrent toujours comme une colonie, et les gens qui y vivent comme des citoyens de seconde zone parce qu'ils se considèrent comme exceptionnels. S'ils sont exceptionnels, alors tous les autres sont de second rang.

Cela conduit à un désir irrépressible de punir, d'écraser économiquement ceux

qui sortent du rang, qui ne veulent pas obéir aveuglément. De plus, ils imposent grossièrement et sans scrupules leur éthique, leur vision de la culture et de l'histoire, et remettent parfois en question la souveraineté et l'intégrité des États et menacent leur existence. Il suffit de rappeler le sort de la Yougoslavie, de la Syrie, de la Libye et de l'Irak.

Si un rebelle ne parvient pas à être piégé et pacifié, ils tentent de l'isoler ou, comme on dit aujourd'hui, de « l'effacer ». Tout est permis, même les sports, le mouvement olympique, les interdictions culturelles, les chefs-d'œuvre artistiques – simplement parce que leurs auteurs sont de la « mauvaise » origine.

C'est également la nature de l'actuelle crise de russophobie en Occident et des sanctions folles contre la Russie. Folles et, je dirais, insensées. Leur nombre, ainsi que la vitesse à laquelle elles sont validées, sont sans précédent.

Le calcul était clair : écraser l'économie russe dans la précipitation, détruire les filières commerciales, rappeler de force les entreprises occidentales du marché russe, geler les avoirs nationaux, frapper l'industrie, la finance et le niveau de vie de la population.

Cela n'a pas fonctionné. Évidemment, ça n'a pas marché, ça n'a pas eu lieu. Les entrepreneurs russes et les autorités ont travaillé ensemble de manière professionnelle, et les citoyens ont fait preuve de solidarité et de responsabilité.

Petit à petit, nous avons normalisé la situation économique. Tout d'abord, nous avons stabilisé les marchés financiers, le système bancaire et le réseau commercial. Puis nous avons commencé à saturer l'économie de liquidités et de fonds de roulement pour maintenir la pérennité des entreprises et des sociétés, de l'emploi et des postes.

Les sombres prévisions sur les perspectives de l'économie russe, entendues au début du printemps, ne se sont pas réalisées. Dans le même temps, on comprend pourquoi cette campagne de propagande a été montée en épingle, où toutes ces formules sur le dollar à 200 roubles et sur l'effondrement de notre économie dans son ensemble – tout cela était et reste un outil de lutte informationnelle, un facteur d'impact psychologique sur la société russe, sur les milieux d'affaires nationaux.

D'ailleurs, certains de nos experts ont succombé à cette pression extérieure et ont également annoncé dans leurs prévisions l'effondrement imminent de l'économie russe et l'affaiblissement critique de la monnaie nationale, le rouble.

La vie a déjoué ces prédictions. Toutefois, je tiens à souligner que pour continuer à réussir, nous devons être très honnêtes et réalistes dans notre évaluation de la situation, être indépendants dans nos conclusions et, bien sûr, croire en notre propre force – c'est très important. Nous sommes des

personnes fortes et nous pouvons relever tous les défis. Comme nos ancêtres, nous pouvons relever tous les défis. Les millénaires entiers de l'histoire de notre pays en témoignent.

Trois mois seulement après l'adoption d'un ensemble de sanctions massives, nous avons supprimé la poussée inflationniste. Après le pic de 17,8 pour cent, comme vous le savez, l'inflation est maintenant de 16,7 pour cent et continue de baisser. La dynamique économique se stabilise et les finances publiques sont saines. Je le comparerai avec d'autres régions. Oui, c'est beaucoup pour nous aussi, bien sûr. 16,7%, c'est beaucoup d'inflation. Nous devons travailler là-dessus et nous le ferons, et je suis sûr que nous parviendrons à un résultat positif.

Au cours des cinq premiers mois de cette année, le budget fédéral a été élaboré avec un excédent de 1,5 billion de roubles, et le budget consolidé avec un excédent de 3,3 billions de roubles. Pour le seul mois de mai, l'excédent budgétaire fédéral a atteint près d'un demi-billion de roubles, soit plus de quatre fois plus qu'en mai de l'année dernière.

Notre tâche aujourd'hui est de créer les conditions pour relancer la production, augmenter l'offre sur le marché intérieur et, en équilibre avec la croissance de l'offre, rétablir la demande finale et les prêts bancaires dans l'économie.

Je l'ai déjà dit : nous avons pris des mesures spéciales pour reconstituer le fonds de roulement des entreprises. En particulier, les entreprises de presque tous les secteurs ont obtenu le droit de différer les paiements d'assurance pour le deuxième trimestre de cette année. En même temps, les entreprises manufacturières ont des possibilités plus larges : elles pourront profiter du report au troisième trimestre également. En fait, il s'agit d'un prêt sans intérêt de l'État.

Par la suite, les cotisations différées ne devront pas être payées, pour ainsi dire, en une seule fois. Cela peut se faire en versements égaux sur 12 mois à partir du mois de juin de l'année suivante.

Ensuite. Le taux des hypothèques préférentielles a été abaissé en mai. Il est maintenant de neuf pour cent. Le programme de prêts hypothécaires subventionnés a été prolongé jusqu'à la fin de l'année.

Comme je l'ai dit précédemment, l'objectif de cette mesure est d'aider les citoyens à résoudre leurs problèmes de logement, de soutenir le secteur de la construction et les industries connexes, qui emploient des millions de personnes.

Après la flambée du printemps, les taux d'intérêt de l'économie russe baissent progressivement et la Banque centrale abaisse son taux directeur. À cet égard, je pense qu'il est possible de réduire une nouvelle fois le taux hypothécaire préférentiel, désormais à sept pour cent.

Mais que voudrais-je souligner ? La durée du programme reste la même – jusqu'à la fin de cette année. Cela signifie que ceux de nos concitoyens qui veulent améliorer leurs conditions de logement grâce à cet avantage doivent en profiter avant la fin de cette année.

Les montants maximaux des prêts resteront également inchangés : 12 millions de roubles pour Moscou et Saint-Pétersbourg et 6 millions de roubles pour le reste des sujets fédéraux.

J'ajouterais qu'il est important pour nous en général d'augmenter la disponibilité des ressources financières à long terme, du crédit pour l'économie. Dans un avenir proche, l'accent mis sur le soutien de l'activité économique devrait passer des mesures de relance budgétaire aux mécanismes de prêts bancaires basés sur le marché.

Ce processus devrait assurément être soutenu. Par exemple, nous allons allouer 120 milliards de roubles du Fonds national de protection sociale pour augmenter la capacité du mécanisme de financement de projets de la VEB (Banque de développement de la fédération de Russie). Cette mesure permettra d'accorder des crédits supplémentaires aux initiatives et projets en demande pour un montant d'environ un demi-billion de roubles.

Chers collègues !

J'ai déjà dit que la guerre économique éclair contre la Russie n'avait aucune chance de succès dès le départ. En même temps, l'arme des sanctions est, comme vous le savez, et la pratique de ces dernières années le montre bien, une arme à double tranchant. Elle inflige des dommages comparables, voire plus importants, aux idéologues et aux concepteurs eux-mêmes.

Et il ne s'agit pas seulement des conséquences actuelles évidentes. Nous savons qu'une perspective très inquiétante est discutée entre les dirigeants européens au niveau des conversations informelles, comme on dit, à savoir que des sanctions pourraient être imposées non seulement contre la Russie, mais aussi contre tout État indésirable, affectant tôt ou tard tout le monde, y compris les membres de l'UE et les entreprises européennes elles-mêmes.

Jusqu'à présent, nous n'en sommes pas là, mais les politiciens européens ont déjà porté un coup sérieux à leur économie – ils l'ont fait eux-mêmes, de leurs propres mains. Nous pouvons voir comment les problèmes sociaux et économiques se sont aggravés en Europe et aux États-Unis également, comment le coût des marchandises, de la nourriture, de l'électricité et du carburant pour les voitures augmente, comment la qualité de vie des Européens diminue et comment les entreprises perdent leur compétitivité.

Les experts estiment que les pertes directes, "calculables" de l'UE, venant de la fièvre des sanctions, pourraient à elles seules dépasser 400 milliards de dollars au cours de l'année à venir. C'est le coût des décisions qui sont coupées de la réalité et prises au mépris du bon sens.

Ces coûts sont directement supportés par les citoyens et les entreprises de l'Union européenne. Dans certains pays de la zone euro, l'inflation a déjà dépassé les 20 %. Je parlais de notre inflation, mais les pays de la zone euro ne mènent pas d'opérations militaires spéciales et l'inflation y a augmenté – jusqu'à 20 % pour certains d'entre eux. Les États-Unis connaissent également une inflation insoutenable, la plus élevée depuis 40 ans.

Oui, bien sûr, l'inflation en Russie est aussi toujours à deux chiffres. Cependant, nous avons déjà indexé les paiements sociaux et les pensions, augmenté le salaire minimum et le coût de la vie, protégeant ainsi les citoyens les plus pauvres. Et, en retour, les taux d'intérêt élevés ont permis aux gens de conserver leurs économies dans le système bancaire russe.

Bien sûr, pour les représentants des entreprises, c'est compréhensible : un taux directeur élevé bride l'économie – normal. Pour les citoyens, cependant, dans la plupart des cas, c'est un plus : ils ont rendu aux banques une somme importante d'argent à des taux d'intérêt élevés.

C'est la principale différence avec les pays de l'UE, où la hausse de l'inflation diminue directement les revenus réels et ronge l'épargne, et où la crise actuelle pèse essentiellement sur les personnes à faible revenu.

Il y a également eu de graves conséquences à long terme pour les entreprises européennes en termes d'augmentation des coûts et de perte du marché russe. Le résultat est évident : la perte de compétitivité mondiale et une baisse systémique du taux de croissance de l'économie européenne pour les années à venir.

Tout cela conduit à l'aggravation des problèmes sous-jacents des sociétés occidentales. Bien sûr, nous avons aussi nos propres problèmes, mais je dois en parler maintenant, car ils ne cessent de nous montrer du doigt, alors qu'ils ont eux-mêmes suffisamment de problèmes. J'en parlais aussi à Davos. La conséquence directe des actions des politiciens européens et des événements de cette année sera une nouvelle aggravation de l'inégalité dans ces pays, qui, à son tour, divisera davantage leurs sociétés, et la question ne concerne pas seulement le niveau de bien-être mais aussi les valeurs des différents groupes de cette société.

Oui, ces contradictions sont supprimées et balayées sous le tapis. Les procédures démocratiques, les élections en Europe, pour être honnête, parfois vous regardez ce qui s'y passe, quelles forces arrivent au pouvoir – tout cela ressemble à un écran, car des partis politiques qui ressemblent à des jumeaux se remplacent au pouvoir. Mais l'essence ne change pas. Les véritables intérêts des citoyens et des entreprises nationales sont repoussés de plus en plus loin à la périphérie.

Une telle rupture avec la réalité, avec les besoins de la société, conduira inévitablement à une poussée de populisme et à la croissance de courants extrêmes et radicaux, à de graves changements socio-économiques, à des dégradations et, dans un avenir proche, à un changement des élites. Les

partis traditionnels, comme vous pouvez le constater, ne cessent de perdre. De nouveaux mouvements apparaissent, mais s'ils ne diffèrent pas beaucoup des mouvements traditionnels, ils n'ont pas non plus beaucoup de chance de survivre.

Toutes les tentatives pour jouer franc jeu, tous les discours sur les coûts prétendument acceptables au nom de la pseudo-unité ne peuvent dissimuler l'essentiel : l'UE a finalement perdu sa souveraineté politique, et ses élites bureaucratiques dansent au rythme imposé par d'autres, acceptant tout ce qu'on leur dit d'en haut, nuisant à leur propre population et à leur propre économie, à leurs propres entreprises.

Qu'y a-t-il d'autre de crucial ici ? La détérioration de la situation de l'économie mondiale n'est pas le fait de ces derniers mois – je vais maintenant me concentrer sur des choses qui me semblent extrêmement importantes – ce qui se passe n'est pas le résultat de ces derniers mois, bien sûr que non. Surtout pas le résultat de l'opération militaire spéciale que la Russie mène dans le Donbass. De telles affirmations constituent une déformation flagrante et délibérée des faits.

La forte hausse de l'inflation sur les matières premières et les marchés des produits de base était une réalité bien avant les événements de cette année. Le monde a été poussé dans cette situation par de nombreuses années de politiques macroéconomiques irresponsables de la part des pays dits du G7, notamment des émissions incontrôlées de monnaie et l'accumulation de dettes non garanties. Et ces processus n'ont fait que s'accélérer, s'intensifiant avec le déclenchement de la pandémie de coronavirus en 2020, alors que l'offre et la demande de biens et de services ont été considérablement réduites à l'échelle mondiale.

La question est la suivante : quel est le rapport avec notre opération militaire dans le Donbass ? Cela n'a rien à voir du tout.

Ne pouvant ou ne voulant pas utiliser une autre recette, les autorités des principales économies occidentales ont tout simplement lancé la presse à imprimer. De cette manière peu sophistiquée, ils ont commencé à couvrir des déficits budgétaires jusque-là invisibles.

J'ai déjà mentionné le chiffre : au cours des deux dernières années, la masse monétaire aux États-Unis a augmenté de plus de 38 %. Auparavant, il y avait eu une telle augmentation sur des décennies, mais là, 38 % en deux ans, c'est 5,9 billions de dollars. En comparaison, seuls quelques pays dans le monde ont un produit intérieur brut plus important.

La masse monétaire de l'Union européenne, pour sa part, a également fortement augmenté au cours de cette période. Son volume a augmenté d'environ 20 %, soit 2,5 billions d'euros.

Ces derniers temps, j'entends de plus en plus parler de la soi-disant – veuillez m'excuser, je n'aime pas me mêler de ce qui ne me regarde pas, mais

je ne peux m'empêcher de le dire – nous entendons tous parler de la soi-disant inflation poutinienne en Occident. Quand je vois ça, je me dis : à qui s'adressent ces bêtises, à ceux qui ne savent ni lire ni écrire, c'est tout. Les personnes qui savent au moins lire comprennent ce qui se passe réellement.

La Russie, et nos actions pour libérer le Donbass n'ont absolument rien à voir avec ça. La hausse actuelle des prix, l'inflation, les problèmes de nourriture et de carburant, d'essence et d'énergie en général sont le résultat d'erreurs systémiques dans les politiques économiques de l'administration américaine actuelle et de la bureaucratie européenne. C'est là que se trouvent les causes, et seulement là.

Je dirai également à propos de notre opération : oui, elle a fait une petite différence, mais la racine est précisément cela – leur politique économique erronée. Pour eux, le début de notre opération dans le Donbass est une bouée de sauvetage qui leur permet de rejeter leurs propres erreurs de calcul sur les autres, en l'occurrence la Russie. Mais toute personne ayant au moins une éducation scolaire de base comprend les véritables raisons de la situation actuelle.

D'énormes quantités d'argent ont été imprimées, mais ensuite quoi ? Où est passé tout cet argent ? Évidemment : pour l'achat de biens et de services en dehors des pays occidentaux – c'est là qu'il a circulé, cet argent imprimé. Ils ont littéralement commencé à "aspérer", à s'emparer des marchés mondiaux. Naturellement, personne n'a pensé aux intérêts des autres nations, y compris les plus pauvres. Ils se sont retrouvés avec ce que l'on appelle les rebuts, à des prix astronomiques.

Ainsi, alors que fin 2019, les importations aux États-Unis avoisinaient les 250 milliards de dollars par mois, elles sont désormais passées à 350 milliards de dollars. Fait remarquable, l'augmentation a été de 40 % – proportionnellement au pompage non garanti de la masse monétaire en dollars de ces dernières années. Ils ont imprimé de l'argent, l'ont distribué et avec cet argent, ils ont pris tous les biens sur les marchés des pays tiers.

Je vais ajouter une autre chose : Les États-Unis sont depuis longtemps un important fournisseur de denrées alimentaires sur le marché mondial, et ils sont, à juste titre, fiers de leur agriculture, de leur tradition agricole, un exemple pour beaucoup, et pour nous aussi, d'ailleurs. Mais aujourd'hui, le rôle de l'Amérique a radicalement changé. Elle est passée du statut d'exportateur net de denrées alimentaires à celui d'importateur net. En gros, elle imprime de l'argent et attire les flux de matières premières, achetant de la nourriture dans le monde entier.

Un taux d'augmentation encore plus élevé des importations de marchandises peut être observé dans l'Union européenne. Il est compréhensible que cette poussée de la demande, qui ne correspond pas à l'offre de matières premières, ait déclenché une vague de déficits et d'inflation mondiale. C'est de là que vient cette inflation mondiale. Au cours des deux dernières années, le prix

de presque tout ce qui existe dans le monde a augmenté : les matières premières, les biens de consommation et surtout les denrées alimentaires.

Oui, bien sûr, ces pays, y compris les États-Unis, continuent à exporter, mais la balance entre les exportations et les importations est déjà dans l'autre sens : il y a déjà, je pense, 17 milliards d'importations de plus que d'exportations. C'est de cela qu'il s'agit.

Selon l'ONU, en février de cette année, l'indice mondial de la valeur des aliments était de 50 % supérieur à celui de mai 2020, et l'indice composite des produits de base a doublé sur la même période.

Dans la tempête inflationniste, de nombreux pays en développement se posent une question raisonnable : pourquoi échanger des produits de base contre des dollars et des euros, qui perdent leur valeur sous leurs yeux ? La conclusion est qu'une économie constituée d'entités imaginaires est inévitablement remplacée par une économie de valeurs et d'actifs réels.

Selon le FMI, les réserves de change mondiales s'élèvent actuellement à 7 100 milliards de dollars et 2 500 milliards d'euros, et cet argent se déprécie à un rythme d'environ 8 % par an. Mais ils peuvent être confisqués et volés à tout moment, si les États-Unis n'apprécient pas la politique de l'un ou l'autre pays. C'est devenu très réaliste pour de nombreux pays qui conservent leurs réserves en devises dans ces monnaies.

Les experts estiment que dans les prochaines années, c'est une analyse objective, il y aura un processus de conversion des réserves mondiales – il n'y a tout simplement nulle part où les placer face à de telles pénuries – de monnaies qui perdent leur valeur en ressources réelles – d'autres pays le feront, bien sûr, comme la nourriture, l'énergie, d'autres matières premières. Il est évident que ce processus alimentera davantage l'inflation mondiale du dollar.

Quant à l'Europe, l'échec de la politique énergétique, la dépendance aveugle à l'égard des sources renouvelables et les approvisionnements ponctuels en gaz naturel ont apporté une contribution négative supplémentaire au dérapage des prix, qui a conduit à la forte hausse des coûts énergétiques que nous observons depuis le troisième trimestre de l'année dernière – là encore, bien avant le début de notre opération dans le Donbass. Nous n'avons absolument rien à voir avec cela. Ils ont tout gâché eux-mêmes, les prix ont grimpé en flèche, et ils cherchent à nouveau des coupables.

Les erreurs de calcul de l'Occident ont non seulement augmenté le coût de nombreux biens et services, mais ont également entraîné une baisse de la production d'engrais, en particulier des engrais azotés produits à partir de gaz naturel. Globalement, rien que du milieu de l'année dernière au mois de février de cette année, les prix mondiaux des engrais ont augmenté de plus de 70 %.

Malheureusement, il n'y a aucun signe d'inversion de ces tendances de prix

pour le moment. Au contraire, dans ce contexte, le travail des entreprises et la logistique des fournitures d'engrais en provenance de Russie et de Biélorussie sont bloqués. La situation est donc encore plus critique.

Il n'est pas difficile de prévoir l'évolution de la situation. La pénurie d'engrais signifie des rendements plus faibles et donc le risque de pénurie de nourriture sur le marché mondial augmentera encore plus les prix, ce qui menace de famine les pays les plus pauvres en particulier, ce qui est entièrement sur la conscience de l'administration américaine et de la bureaucratie européenne.

Permettez-moi d'insister une fois de plus : ce problème n'est pas apparu aujourd'hui, ni au cours des trois ou quatre derniers mois, et ce n'est absolument pas la faute de la Russie, comme certains démagogues tentent aujourd'hui de rejeter sur notre pays la responsabilité de tout ce qui se passe dans l'économie mondiale.

Bien sûr, nous pourrions être heureux d'apprendre que nous sommes si puissants et tout-puissants : l'inflation est galopante en Occident, aux États-Unis, en Europe, et nous faisons encore autre chose qui rend tout le monde fébrile. Il serait peut-être agréable pour nous de nous sentir si puissants, mais cela ne correspond pas à la réalité. La situation couve depuis des années, alimentée par les actions à courte vue de ceux qui ont l'habitude de résoudre leurs problèmes aux dépens des autres, qui ont compté et comptent encore sur le mécanisme des émissions de capitaux pour acheter à outrance, tirer sur les flux commerciaux et ainsi exacerber les déficits et provoquer des catastrophes humanitaires dans certaines parties du monde. Je voudrais ajouter : il s'agit essentiellement de la même politique de brigandage-colonial, mais bien sûr sous une nouvelle forme, dans une nouvelle édition, beaucoup plus subtile et sophistiquée. Ce qui se passe n'est pas immédiatement évident.

Aujourd'hui, la tâche la plus importante pour l'ensemble de la communauté mondiale est d'accroître l'offre de denrées alimentaires sur le marché mondial, notamment en répondant aux besoins des pays qui souffrent particulièrement d'insécurité alimentaire.

La Russie, en assurant sa sécurité alimentaire intérieure, son marché intérieur, peut augmenter considérablement ses exportations de denrées alimentaires et d'engrais. Par exemple, le volume de nos approvisionnements en céréales la saison prochaine pourrait atteindre 50 millions de tonnes.

En priorité, nous dirigerons nos livraisons vers les pays où les besoins alimentaires sont les plus importants et où il existe un risque d'augmentation de la famine. Tout d'abord, nous parlons de pays africains et du Moyen-Orient.

Cependant, il y a des difficultés ici, qui ne sont pas non plus de notre fait. Oui, officiellement les céréales, les aliments et les engrais russes... D'ailleurs, les Américains ont imposé des sanctions sur nos engrais, suivis

par les Européens. Puis les Américains les ont levées. Ils ont compris dans quoi ils s'étaient embarqués. Mais les Européens ne le font pas. Leur bureaucratie fonctionne comme les meules d'un moulin du XVIIIe siècle. C'est pourquoi tout le monde comprend qu'il a fait une bêtise, mais il est difficile de revenir en arrière en raison de considérations bureaucratiques.

Ainsi, je le répète, la Russie est prête à contribuer à l'équilibre des marchés agricoles mondiaux et nous nous félicitons certainement de l'ouverture au dialogue sur cette question de la part de nos collègues des Nations unies qui comprennent l'urgence du problème alimentaire mondial. Le sujet d'une telle conversation pourrait être la création de conditions normales – logistiques, financières, de transport – pour accroître les exportations russes de produits alimentaires et d'engrais.

En ce qui concerne – je ne peux m'empêcher de le mentionner aussi, il y a malheureusement beaucoup de spéculations à ce sujet – l'approvisionnement des marchés mondiaux en produits alimentaires ukrainiens : nous n'intervenons pas. Pour l'amour de Dieu. Ce n'est pas nous qui avons miné les ports de la mer Noire de l'Ukraine. Laissez-les les déminer et les enlever. Nous assurerons la sécurité du pilotage de ces navires civils. Il n'y a aucun doute.

Mais de quoi parle-t-on ? L'USDA estime à six millions de tonnes de blé ; nous estimons à environ cinq. Et sept autres millions de tonnes de maïs. C'est tout. Et si vous gardez à l'esprit que le monde produit 800 millions de tonnes de blé, alors cinq millions de tonnes pour le marché mondial, comme vous le comprenez, ne font aucune différence.

Néanmoins, il y a des possibilités d'exportation, et pas seulement via les ports de la mer Noire. S'il vous plaît, exportez via la Biélorussie – le moyen le moins cher, d'ailleurs. Par la Pologne, la Roumanie – autant que vous le souhaitez. Il existe cinq ou six options d'exportation.

Le problème ne vient pas de nous, mais de l'adéquation des personnes qui sont au pouvoir à Kiev. Laissez-les décider de ce qu'ils veulent faire, et dans ce cas au moins, ils ne sont pas guidés par leurs maîtres de l'étranger, de l'outre-mer, de l'autre côté de l'océan.

Mais il y a aussi le danger que ces céréales servent à payer les armes fournies. Ce serait bien malheureux alors.

Chers amis !

Comme je l'ai dit, le monde moderne traverse une période de changements spectaculaires. Les institutions internationales s'effondrent, elles sont défaillantes. Les garanties de sécurité sont dévaluées. L'Occident a fondamentalement refusé d'honorer ses engagements antérieurs. Il s'est avéré impossible de conclure de nouveaux accords avec l'Occident.

Dans cette situation, dans un contexte de risques et de menaces croissants

pour nous, la décision de la Russie de mener une opération militaire spéciale a été forcée. Difficile, bien sûr, mais nécessaire et indispensable.

Il s'agit de la décision d'un pays souverain, qui a le droit inconditionnel, fondé d'ailleurs sur la Charte des Nations unies, de défendre sa sécurité. Une décision qui vise à protéger nos citoyens, les habitants des républiques populaires du Donbass, qui subissent depuis huit ans un génocide de la part du régime de Kiev et des néo-nazis, qui ont reçu le plein patronage de l'Occident.

L'Occident a non seulement cherché à mettre en œuvre le scénario "anti-Russie", mais s'est également engagé activement dans le développement militaire du territoire ukrainien, inondant littéralement l'Ukraine d'armes et de conseillers militaires. Il continue à le faire même aujourd'hui. Pour être honnête, personne ne prête la moindre attention au développement de l'économie ou au bien-être des personnes qui y vivent ; ils s'en moquent éperdument, de quelque manière que ce soit, mais ils n'ont pas épargné et n'épargnent pas l'argent pour créer une tête de pont de l'OTAN à l'est dirigée contre la Russie, pour nourrir l'agression, la haine et la russophobie.

Aujourd'hui, nos soldats et nos officiers, et la milice du Donbass, se battent pour protéger leur peuple. Ils défendent le droit de la Russie à se développer librement et en toute sécurité en tant que grand pays multiethnique qui prend ses propres décisions, décide de son propre avenir, s'appuie sur sa propre histoire, sa culture et ses traditions et rejette toute tentative d'imposer de l'extérieur les pseudo-valeurs de la déshumanisation et de la dégradation morale.

Toutes les tâches de l'opération militaire spéciale seront incontestablement accomplies. La clé de cette réussite est le courage et l'héroïsme de nos soldats, la consolidation de la société russe, dont le soutien donne force et confiance à l'armée et à la marine de Russie, et la compréhension profonde de la justesse et de la justice historique de notre cause – construire et renforcer un État souverain fort, la Russie.

Qu'est-ce que je veux souligner ? La souveraineté au XXIe siècle ne peut être partielle, fragmentaire. Tous ses éléments sont d'égale importance, ils se renforcent et se complètent mutuellement.

C'est pourquoi il est important pour nous non seulement de défendre notre souveraineté politique, notre identité nationale, mais aussi de renforcer tout ce qui détermine l'indépendance économique du pays, son autosuffisance et son indépendance financière, personnelle et technologique.

La conception même des sanctions occidentales repose sur la thèse erronée selon laquelle la Russie n'est pas économiquement souveraine, qu'elle est extrêmement vulnérable. Ils étaient tellement occupés à propager des mythes sur l'arriération de la Russie, sa faible position dans l'économie et le commerce mondiaux, qu'ils semblaient y croire eux-mêmes.

En planifiant leur blitzkrieg économique, ils n'ont pas remarqué, ils ont simplement ignoré les faits réels, la façon dont notre pays a changé ces dernières années.

Et ces changements sont le résultat de notre travail planifié pour créer une structure macroéconomique durable, pour assurer la sécurité alimentaire, pour mettre en œuvre des programmes de substitution des importations, pour construire notre propre système de paiement, etc.

Bien sûr, les sanctions ont placé le pays face à de nombreux défis de taille. Certaines entreprises rencontrent encore des problèmes avec les composants. Toute une série de solutions technologiques sont devenues inaccessibles à nos entreprises. La logistique a été perturbée.

Mais, d'un autre côté, tout cela nous ouvre de nouvelles possibilités – nous en parlons souvent, mais c'est vraiment vrai. Tout cela incite à construire une économie dotée d'un potentiel et d'une souveraineté technologiques, manufacturiers, humains et scientifiques complets, plutôt que partiels.

Bien entendu, une tâche aussi complexe ne peut être résolue en une seule fois. Il est nécessaire de poursuivre un travail systématique, dans une perspective d'avenir. C'est exactement comme cela que fonctionne la Russie, qui met en œuvre des plans à long terme pour le développement des secteurs économiques et le renforcement de la sphère sociale. Et les défis actuels ne font qu'apporter des ajustements et des retouches à ces plans, mais ne modifient pas leur orientation stratégique.

Aujourd'hui, je voudrais me concentrer sur les principes clés qui guideront le développement de notre pays et de notre économie.

La première est l'ouverture. Les nations véritablement souveraines sont toujours prêtes à travailler en partenariat sur un pied d'égalité, afin d'apporter leur propre contribution au développement mondial. Au contraire, ceux qui sont faibles et dépendants ont tendance à se chercher des ennemis, à répandre la xénophobie ou à perdre complètement leur identité et leur indépendance, en suivant aveuglément leur suzerain.

La Russie – bien que nos amis occidentaux, pour ainsi dire, en rêvent littéralement – ne prendra jamais la voie de l'auto-isollement et de l'autarcie. En outre, nous étendons et continuerons d'étendre la coopération avec tous ceux qui sont intéressés par cela, qui veulent travailler avec nous. Ces personnes sont nombreuses, je ne les citerai pas toutes. Ils constituent la grande majorité des habitants de la Terre. Je ne vais pas énumérer tous ces pays maintenant, tout le monde le sait.

Je ne dirai rien de nouveau si je rappelle que tous ceux qui veulent continuer à travailler et à collaborer avec la Russie sont soumis à des pressions non dissimulées de la part des États-Unis et de l'Europe, parfois même à des menaces directes. Toutefois, un tel chantage ne signifie pas grand-chose lorsque nous parlons de pays dirigés par de vrais leaders qui

comprennent clairement où se trouvent les intérêts des autres et où se trouvent les intérêts nationaux, leurs propres intérêts et ceux de leur peuple.

La Russie renforcera la coopération économique avec ces États et promouvra des projets communs. En même temps, bien sûr, nous coopérerons avec les entreprises occidentales qui, malgré un “bras de fer” sans précédent, continuent à travailler avec succès sur le marché russe.

Nous considérons le développement d’une infrastructure de paiement pratique et indépendante dans les monnaies nationales comme une base solide et prévisible pour approfondir la coopération internationale. Et pour aider les entreprises de nos pays à établir des liens logistiques et de coopération, nous développons des corridors de transport, augmentons la capacité des chemins de fer et la capacité de transbordement des ports dans l’Arctique, l’Est, le Sud et d’autres directions. En particulier, dans les bassins de la mer d’Azov et de la mer Noire et de la mer Caspienne, ils deviendront la partie la plus importante du corridor Nord-Sud, qui fournira des voies de communication durables avec le Moyen-Orient et l’Asie du Sud. Nous pensons que le trafic de marchandises le long de cette route commencera à croître régulièrement dans un avenir proche.

Mais il n’y a pas que le commerce international qui est important. La Russie entend accroître la coopération scientifique, technologique, culturelle, humanitaire et sportive sur la base des principes d’égalité et de respect des partenaires. Dans le même temps, notre pays s’efforcera d’être un leader responsable dans tous ces domaines.

Le deuxième principe de notre développement à long terme est le soutien des libertés entrepreneuriales. Toute initiative privée visant à profiter à la Russie doit bénéficier d’un soutien maximal et d’un espace pour sa mise en œuvre.

La pandémie et les événements actuels ont confirmé l’importance de la flexibilité et de la liberté dans l’économie. C’est l’entreprise privée – dans un environnement difficile, face à des tentatives d’étouffer notre développement par tous les moyens – qui a prouvé qu’elle était capable de rivaliser sur les marchés mondiaux. L’adaptation à l’évolution rapide de l’environnement extérieur se fait également au détriment des entreprises privées. Il est nécessaire d’assurer le développement dynamique de l’économie, bien sûr, avec le soutien des entreprises privées.

Nous continuerons à réduire la charge administrative. Par exemple, de 2016 à 2018, nous avons eu un moratoire sur les inspections planifiées des petites entreprises. Par la suite, il a été prolongé, jusqu’à la fin de 2022 au total. En 2020, ce moratoire concernera également les entreprises de taille moyenne. En outre, le nombre d’inspections non programmées a presque quadruplé.

Mais nous sommes allés encore plus loin et, en mars de cette année, nous

avons renoncé aux inspections prévues pour tous les entrepreneurs, quelle que soit la taille de leur entreprise, à une seule condition : si leurs activités ne sont pas associées à un risque élevé de préjudice pour les citoyens et l'environnement. En conséquence, le nombre d'inspections prévues a été divisé par six par rapport à l'année dernière.

Pourquoi est-ce que j'en parle maintenant de manière aussi détaillée ? Le fait est qu'après l'introduction du moratoire sur les inspections, le nombre d'infractions commises par les entrepreneurs – c'est le résultat – n'a pas augmenté, mais a diminué, le nombre d'infractions a baissé. Cela montre la maturité et la responsabilité des entreprises russes. Elles doivent être motivées, et non, bien sûr, contraintes de se conformer aux normes et aux exigences.

Cela signifie qu'il y a toutes les raisons de faire un autre pas en avant, radical : abandonner définitivement la plupart des inspections de toutes les entreprises russes dont les activités ne sont pas associées à des risques élevés de préjudice. Tout le monde l'a compris depuis longtemps : il n'est pas nécessaire d'inspecter tout le monde. Une approche axée sur le risque devrait fonctionner. Je demande au gouvernement de définir les paramètres spécifiques de cette réforme dans les mois à venir.

Voici une autre question très sensible pour les entreprises, et aujourd'hui, c'est aussi une question de sécurité nationale et de durabilité économique. Afin de réduire et de minimiser toutes sortes d'abus et d'échappatoires permettant de faire pression sur les entrepreneurs, nous supprimons systématiquement les dispositions pénales vagues en matière de délits dits économiques.

En mars, une loi a été promulguée selon laquelle des poursuites pénales contre des hommes d'affaires pour des infractions fiscales ne peuvent être engagées que sur présentation des autorités fiscales – et d'aucune autre manière. Un projet de loi visant à raccourcir le délai de prescription des infractions fiscales et à refuser d'engager des poursuites pénales après le paiement intégral des arriérés d'impôts devrait être adopté prochainement.

Dans l'ensemble, une approche prudente mais approfondie est nécessaire pour décriminaliser un certain nombre d'infractions dites économiques. Par exemple, celles liées au fait de travailler sans licence ou accréditation. Cette question est aujourd'hui très délicate en raison du comportement illégitime de nos partenaires occidentaux, par exemple, qui refusent d'accorder de telles licences.

Dans des cas comme celui-ci, nos organes d'État ne devraient pas, comme on dit, accuser le business russe de leurs propres mains, alors que nos entrepreneurs ne sont pas vraiment à blâmer ici. Vous savez ce que je veux dire. Ceux qui travaillent dans une petite entreprise le comprennent très bien. La licence a expiré, nos partenaires occidentaux ne la prolongent pas, que peuvent-ils faire ? Devraient-ils faire faillite ? Les choses ne devraient pas fonctionner ainsi. Il est nécessaire, bien sûr, de tout garder

sous le contrôle de l'État, mais pas de les empêcher de travailler.

Nous devrions également penser à relever le seuil de responsabilité pour le non-paiement des droits de douane et autres paiements obligatoires. De plus, nous n'avons pas modifié les paramètres de la définition des dommages majeurs et surtout importants depuis longtemps, malgré l'inflation accumulée. Cette incohérence de la loi avec les réalités de la vie doit certainement être corrigée. De 2016 à aujourd'hui, l'inflation s'est accumulée autour de 50 % et ces paramètres n'ont pas été modifiés – il est nécessaire de les modifier, bien sûr.

Enfin, les motifs de mise en détention provisoire des hommes d'affaires et de prolongation des enquêtes préalables au procès doivent être revus. Ce n'est un secret pour personne que ces règles sont très souvent appliquées alors qu'il n'y a aucune nécessité objective.

En conséquence, des entreprises sont contraintes de suspendre leurs activités ou de fermer purement et simplement leurs portes alors qu'elles font encore l'objet d'une enquête. Dans ce cas, outre les pertes directes et la perte de positions sur le marché et d'emplois, la réputation des entreprises et de leurs dirigeants est affectée.

Je voudrais attirer l'attention des forces de l'ordre sur la nécessité de mettre un terme à cette pratique. Je demande au gouvernement, en collaboration avec la Cour suprême, de préparer les amendements appropriés à la loi. Je demande que ces travaux soient réalisés avant le 1er octobre de cette année.

En outre, le Conseil de sécurité a chargé une mission spéciale d'analyser les situations dans lesquelles des affaires pénales sont engagées mais ne sont pas portées devant les tribunaux. Le nombre de ces cas a considérablement augmenté ces dernières années. Il est clair pour tout le monde ce qui se cache derrière. Souvent, les procédures sont engagées sans motifs suffisants ou sont utilisées pour faire pression sur des entreprises ou des particuliers. Nous discuterons de ce sujet séparément à l'automne et prendrons des décisions supplémentaires en termes de législation et d'organisation du travail des services répressifs.

Bien entendu, les équipes de gestion régionales jouent un rôle majeur dans la création d'un environnement commercial moderne. Traditionnellement, lors du Forum de Saint-Pétersbourg, je signale les régions qui ont fait des progrès significatifs dans le cadre du classement national du climat d'investissement géré par l'Agence des initiatives stratégiques.

Ici, nous avons des changements dans le trio de tête. Moscou et le Tatarstan, qui restent en tête, ont été rejoints cette année par la région de Moscou. Au cours de l'année, elle est passée de la huitième à la troisième place. Les régions de Toula, de Nijni Novgorod, de Tioumen, de Novgorod, de Sakhaline, de Saint-Pétersbourg et du Bachkortostan figurent également en tête du classement.

Je voudrais distinguer les régions qui ont le plus progressé : la région de Kourgan, avec une augmentation de 36 places, les territoires de Perm et d'Altai, avec une augmentation de 26 places, l'Ingouchie, avec 24 places, et la région d'Ivanovo, qui a gagné 17 places. Je tiens à remercier et à féliciter nos collègues des régions pour ce travail.

Et bien sûr, le gouvernement fédéral et les équipes régionales et municipales doivent accorder une attention particulière au soutien des initiatives commerciales des citoyens des petites villes et des communautés éloignées. Nous avons également des exemples de réussite. Il s'agit, entre autres, de créer des logiciels demandés, de vendre des produits respectueux de l'environnement et des biens de notre propre production dans tout le pays via des plateformes internet nationales.

Il est important de créer de nouvelles opportunités ici, d'introduire des formats commerciaux modernes, notamment des plates-formes électroniques, comme je l'ai dit, de réduire la logistique, le transport et les autres coûts, notamment en utilisant des bureaux de poste russes modernisés.

Nous devons également aider les employés des petites entreprises, les auto-entrepreneurs et les jeunes entrepreneurs à acquérir des qualifications et des compétences supplémentaires. Je demande que ces mesures, qui visent spécifiquement les petites villes, les zones rurales et les régions éloignées, fassent l'objet d'un point particulier dans le projet national de développement des petites et moyennes entreprises.

Je voudrais également m'adresser à nos dirigeants et propriétaires de grandes entreprises, à nos grands entrepreneurs et gestionnaires.

Chers collègues, chers amis !

Un succès réel et durable, un sentiment de dignité et de respect de soi ne sont possibles que lorsque vous associez votre avenir, l'avenir de vos enfants à votre patrie. Nous sommes en contact avec de nombreuses personnes depuis longtemps, et je connais les sentiments de beaucoup de nos chefs d'entreprise et propriétaires. Vous m'avez dit à plusieurs reprises que les affaires ne se résument pas à la réalisation de bénéfices, et c'est vrai, mais changer la vie autour de soi, contribuer au développement de sa ville, de sa région et de son pays dans son ensemble est une chose extrêmement importante pour la réalisation de soi, servir les gens et la société ne peut être remplacé par rien. C'est le but de la vie, le but du travail.

Les événements récents n'ont fait que confirmer ce que je disais depuis le début : il est plus fiable d'être à la maison. Ceux qui n'ont pas voulu entendre ce message évident ont perdu des centaines de millions, voire des milliards de dollars en Occident – c'est ainsi que s'est révélé le refuge supposé des capitaux.

Une fois de plus, je voudrais dire à mes collègues, y compris à ceux qui sont dans le public et à ceux qui ne sont pas ici aujourd'hui : s'il vous plaît,

ne marchez pas sur les vieux râteaux. Notre pays a un potentiel énorme, et les tâches à accomplir ne manquent pas. Investissez ici, investissez dans la création de nouvelles entreprises et d'emplois, développez les infrastructures touristiques, soutenez les écoles, les universités, les soins de santé et la sphère sociale, la culture et les sports. Je sais que beaucoup le font, je sais – je veux juste insister sur ce point une fois de plus.

C'est exactement ainsi que les Bakhruchine et Morozov, les Chtchoukine et Riabouchinski, les Aktchourine et Galejev, les Apanayev et Matsiev, Mamontov, Tretiakov, Arsanov, Dadachev et Hajiyejev ont compris leur mission. De nombreuses familles de commerçants et d'entrepreneurs russes, tatars, bouriates, tchétychènes, daguestanaises, yakoutes, ossètes, juives, arméniennes et autres n'ont pas laissé d'héritiers et ont inscrit leur nom à jamais dans l'histoire de notre pays.

Par ailleurs, je voudrais souligner une autre chose. Pour les héritiers, les possibles héritiers du capital, personne ne sait ce qui est le plus important : l'argent et les biens dont ils ont hérité, ou la bonne réputation de leurs ancêtres et les services rendus à leur pays. Personne ne va le gaspiller, excusez mon ironie, personne ne va le boire.

Et ce qui restera aux futures générations d'héritiers, c'est leur bonne réputation qui restera avec eux pour toujours. Et elle les accompagnera sûrement tout au long de leur vie, de génération en génération, les aidera, les soutiendra dans la vie, les rendra plus forts que tout l'argent ou les biens dont ils pourront hériter.

Chers collègues !

Le troisième principe de notre développement à long terme est une politique macroéconomique responsable et équilibrée. À bien des égards, c'est précisément cette politique qui nous a permis de résister à la pression sans précédent des sanctions. Mais je le répète, pour nous, cette politique est importante non seulement pour répondre aux défis actuels, mais aussi à long terme. Nous ne répéterons pas l'expérience malheureuse de nos collègues occidentaux, qui ont déclenché une spirale inflationniste et déséquilibré leurs finances.

Notre objectif est de développer l'économie de manière régulière pour les années à venir, de réduire la charge inflationniste pesant sur les citoyens et les entreprises, et d'atteindre notre objectif d'inflation de quatre pour cent à moyen et long terme. J'ai failli commencer par l'inflation et je voulais maintenant dire ceci : quatre pour cent – nous avons toujours cet objectif.

J'ai déjà chargé le gouvernement de préparer des propositions de nouvelles règles budgétaires. Ils doivent assurer la prévisibilité de la politique budgétaire et créer les conditions permettant de tirer le meilleur parti de la situation économique extérieure. Tout cela est nécessaire pour renforcer les bases de la croissance économique, résoudre les problèmes

d'infrastructure et de technologie, ce qui est la base de l'amélioration du bien-être des citoyens.

Oui, certaines des monnaies de réserve du monde sont suicidaires aujourd'hui, c'est clair, en tout cas leurs tendances suicidaires sont évidentes. Bien sûr, cela n'a aucun sens de "stériliser" notre masse monétaire avec elles aujourd'hui. Mais le principe fondamental – dépenser en fonction de ce que l'on a gagné – demeure, et personne ne l'a aboli. Nous le comprenons.

Le quatrième principe de notre développement est la justice sociale. La croissance de l'économie et de l'initiative des entreprises, des capacités industrielles et du potentiel scientifique et technologique du pays doit avoir une forte dimension sociale. Ce développement devrait conduire à une réduction des inégalités, et non à leur exacerbation, comme c'est le cas dans certains autres pays. Et franchement, nous ne sommes pas non plus les champions en la matière, nous avons encore beaucoup de questions et de problèmes ici.

La réduction de la pauvreté et des inégalités se traduit par une demande de produits nationaux, et ce dans tout le pays, ce qui signifie qu'il faut réduire l'écart entre les potentiels des régions, créer de nouveaux emplois exactement là où ils sont le plus nécessaires, et déterminer de manière générale les conditions de la poursuite du développement économique.

Je tiens à souligner que la dynamique positive des revenus réels des citoyens et la réduction de la pauvreté sont les principaux indicateurs de l'efficacité des autorités et du gouvernement dans son ensemble. Malgré toutes les difficultés objectives, il est nécessaire d'obtenir des résultats tangibles cette année, et le gouvernement s'est fixé cet objectif.

Je le répète, nous soutenons spécifiquement les groupes de citoyens les plus vulnérables : les retraités, les familles avec enfants, ainsi que ceux qui se trouvent dans des situations difficiles.

Chaque année, les retraites sont augmentées à un taux supérieur à l'inflation. Cette année, ils ont été augmentés deux fois, y compris de dix pour cent supplémentaires à partir du 1er juin.

Outre les retraites, le salaire minimum a également été augmenté de dix pour cent, de même que le niveau de subsistance, sur lequel reposent de nombreuses autres prestations et allocations sociales, qui doivent donc également être augmentées, ce qui affecte directement le revenu d'environ 15 millions de personnes.

Ces dernières années, nous avons développé un système de soutien complet pour les familles avec des enfants dans le besoin. Une femme peut recevoir une aide de l'État dès les premiers stades de la grossesse jusqu'à ce que son enfant atteigne l'âge de 17 ans.

Le bien-être et la prospérité des personnes sont les facteurs les plus

importants du développement démographique, et la situation est ici extrêmement difficile, compte tenu des vagues démographiques négatives. En avril, moins de cent mille enfants sont nés en Russie, soit près de 13% de moins qu'en avril 2020.

Je demande au gouvernement de suivre en permanence le développement de mesures de soutien supplémentaires pour les familles avec enfants. Elles doivent être de nature cardinale, à la mesure de l'ampleur du défi démographique extrême auquel nous sommes confrontés.

L'avenir de la Russie est une famille avec deux, trois enfants ou plus. Par conséquent, nous ne devons pas seulement parler de soutien financier direct – nous devons cibler, adapter aux besoins des familles avec enfants le système de santé, l'éducation, toutes les sphères qui déterminent la qualité de vie des gens.

L'initiative sociale nationale, que les équipes régionales et l'ASI mettent en œuvre ensemble, vise à résoudre ce problème. À l'automne, nous évaluerons les résultats de ce travail et résumerons le classement de la qualité de vie dans les régions, afin que les meilleures pratiques et expériences puissent être utilisées aussi largement que possible dans tout le pays.

Un autre cinquième principe sur lequel la Russie fonde sa politique économique est le développement rapide des infrastructures.

Nous avons déjà augmenté les dépenses budgétaires directes pour renforcer les artères de transport. L'année prochaine, un plan à grande échelle sera lancé pour construire et réparer le réseau routier fédéral et régional. En cinq ans, au moins 85 % de sa longueur doit être mise aux normes.

Nous utilisons activement un nouvel outil tel que les prêts budgétaires pour les infrastructures. Ces prêts sont disponibles pour 15 ans à un taux d'intérêt de trois pour cent. J'ai déjà dit que la demande pour ces produits s'est avérée beaucoup plus importante que ce que nous avons prévu à l'origine. Les régions ont beaucoup de projets bien établis et prometteurs – nous ne pouvons pas retarder leur lancement. Nous allons encore réfléchir à ce que nous allons faire de cette mesure de soutien. On en discutait encore hier soir. En tout cas, tout ce que je peux dire maintenant, c'est que cet outil fonctionne de manière fiable.

La modernisation du secteur du logement et des services publics est une question distincte. De nombreux problèmes se sont accumulés ici. Le secteur souffre d'un sous-investissement chronique, estimé à 4,5 billions de roubles. Plus de 40 % des réseaux doivent être remplacés. Il en résulte une faible efficacité et des pertes élevées. Dans le même temps, chaque année, environ 3 % des réseaux se détériorent et tombent en ruine, tandis que 2 % au maximum sont remplacés par de nouveaux réseaux, ce qui signifie que le problème s'aggrave d'année en année.

Je propose de consolider les ressources et de lancer un programme complet de

modernisation du secteur du logement et des services publics et de le synchroniser avec d'autres plans de développement des infrastructures et de réparation du parc immobilier. L'objectif est de changer fondamentalement la situation et de réduire systématiquement la part des réseaux obsolètes, tout comme nous le faisons en réhabilitant les logements délabrés et en réparant les routes. Nous discuterons en détail des questions relatives au secteur du logement et de la construction avec les gouverneurs lors de la réunion du présidium du Conseil d'État la semaine prochaine.

En outre, je propose spécifiquement d'augmenter les ressources pour les projets visant à créer un environnement urbain confortable dans les petites villes et les établissements historiques. Ce programme fonctionne bien pour nous. Je propose d'allouer dix milliards de roubles supplémentaires par an à ces fins en 2023-2024.

Nous allouerons des fonds supplémentaires pour la rénovation urbaine en Extrême-Orient. Je demande au gouvernement de réserver des enveloppes spéciales à ces fins dans le cadre des prêts budgétaires pour les infrastructures et la modernisation du secteur du logement et des services publics, ainsi que d'autres programmes de développement.

Une priorité inconditionnelle pour nous est le développement global des zones rurales. Les personnes qui travaillent dans les campagnes, qui nourrissent le pays et, comme nous le voyons maintenant, une partie considérable du monde, doivent vivre dans des conditions confortables et décentes. À cet égard, je demande au gouvernement d'allouer des fonds supplémentaires au programme de base. Les droits d'exportation provenant de la vente de produits agricoles peuvent devenir une source de financement ici. Il s'agit d'une source permanente. Bien sûr, elle peut fluctuer, mais elle sera permanente.

En même temps, je propose spécifiquement d'étendre les programmes de rénovation et de modernisation des maisons de la culture rurales, ainsi que des théâtres et des musées régionaux et municipaux, en allouant six milliards de roubles chacun à ces fins en 2023 et 2024.

Ce que je viens de dire dans le domaine de la culture est une tâche extrêmement exigeante et importante pour les gens. Permettez-moi de donner un exemple très récent : lors de la remise des médailles de héros du travail, l'un des lauréats de Yakoutie, Vladimir Afrikanovich Mikhaïlov, a demandé directement, dans une partie privée, de l'aide pour la construction d'un centre culturel dans son village natal. Bien sûr, nous le ferons. Mais le fait que les gens en parlent à tous les niveaux montre qu'il y a une forte demande.

Je ferai également une petite digression, qui est appropriée maintenant, avec le début de l'été – la saison traditionnelle des vacances en Russie.

Chaque année, de plus en plus de touristes cherchent à visiter les plus beaux sites naturels de notre pays : parcs nationaux, réserves naturelles et réserves de faune. On estime que cette année, le flux de touristes dépassera

les 12 millions de personnes. Il est important que les agences gouvernementales, les entreprises et les touristes sachent ce qui est autorisé et ce qui ne doit pas être fait dans ces zones, où les installations touristiques peuvent être construites et où cela est strictement interdit, où cela crée des risques pour les écosystèmes uniques et vulnérables.

La Douma d'État examine déjà un projet de loi visant à réglementer l'organisation du tourisme dans les zones spécialement protégées et à créer une base civilisée pour ces activités.

À cet égard, je voudrais attirer l'attention sur ce qui suit : toutes les décisions prises ici doivent être réfléchies et soupesées, il est nécessaire de les prendre au sérieux.

Je voudrais mentionner en particulier la tâche de sauver et de préserver le lac Baïkal. Il s'agit notamment d'un projet unique de développement du complexe urbain de Baïkalsk, qui doit devenir un modèle de gestion réfléchi et écologique.

L'objectif n'est pas seulement d'éliminer les dommages accumulés sur la nature par les activités de l'usine de pâte à papier de Baïkal, mais aussi d'amener la ville à un niveau de vie fondamentalement différent, pour en faire un symbole de l'écotourisme russe. Le projet doit être mis en œuvre en utilisant les technologies les plus avancées, des sources d'énergie respectueuses de l'environnement.

De manière générale, nous développerons des technologies propres pour atteindre nos objectifs de modernisation écologique de nos entreprises et réduire les émissions nocives dans l'atmosphère, notamment dans les grands centres industriels. Nous continuerons également à travailler sur des projets d'économie en circuit fermé, des projets verts et la préservation du climat, comme je l'ai détaillé ici au forum de l'année dernière.

À cet égard, le sixième principe de développement transversal, à mon avis, qui unit nos travaux, est de parvenir à une véritable souveraineté technologique, en créant un système holistique de développement économique indépendant des institutions étrangères en termes de composants critiques. Nous devons développer tous les domaines de la vie à un niveau technologique qualitativement nouveau et, en même temps, ne pas nous contenter d'être les utilisateurs des solutions de quelqu'un d'autre, mais disposer des clés technologiques pour créer des biens et des services pour les générations suivantes.

Ces dernières années, nous avons accordé beaucoup d'attention à la substitution des importations, nous avons fait des progrès dans un certain nombre de domaines : dans le secteur agricole, dans la production de médicaments, d'équipements médicaux, dans l'industrie de la défense et dans un certain nombre d'autres domaines.

Mais, et je tiens à le souligner, nous avons beaucoup de discussions dans la

société à ce sujet : la substitution des importations n'est pas une panacée, ce n'est pas une solution définitive. Si nous ne faisons que répéter les autres, si nous essayons de remplacer les produits des autres, même s'il s'agit de copies de la plus haute qualité, nous risquons d'être rattrapés, alors que nous devons avoir une longueur d'avance, pour créer nos propres technologies, produits et services compétitifs qui peuvent devenir de nouvelles normes mondiales.

Permettez-moi de vous rappeler que Sergueï Pavlovitch Korolev n'a pas suivi la voie de la copie et de l'amélioration partielle du matériel de fusée, mais qu'il a regardé vers l'avenir et a proposé un schéma unique pour créer la fusée R-7, ouvrant à l'humanité la voie vers l'espace, en fait il a établi une norme pour le monde entier, et pour les décennies à venir.

C'est exactement comme cela que les fondateurs de nombreux programmes scientifiques soviétiques ont travaillé en leur temps, et aujourd'hui, en s'appuyant sur un tel travail de base, nos concepteurs avancent dignement. Grâce à eux, la Russie dispose d'armes hypersoniques qui n'ont pas d'analogues dans le monde. Rosatom occupe une position de premier plan dans la technologie nucléaire et développe une flotte de brise-glace nucléaires. De nombreuses solutions russes en matière d'intelligence artificielle et de traitement des big data sont les meilleures au monde.

Une fois encore, le développement technologique est une tendance transversale qui définira non seulement la décennie actuelle, mais aussi l'ensemble du 21<sup>e</sup> siècle. Nous discuterons en détail du thème de la construction d'une nouvelle économie technologique – la techno-économie – lors du prochain Conseil de développement stratégique. Il y a beaucoup de sujets de discussion et, surtout, de décisions de gestion. Je pense au développement de la formation d'ingénieur et au transfert des développements scientifiques vers l'économie réelle, en fournissant des ressources financières aux entreprises de haute technologie à croissance rapide. Nous aborderons également le développement des technologies de bout en bout et l'avancement des projets de transformation numérique dans certaines industries.

Permettez-moi d'insister sur le fait qu'il est bien sûr impossible de produire tout et n'importe quoi, et que ce n'est pas nécessaire. Cependant, nous devons disposer de toutes les technologies essentielles afin de mettre en place notre propre production de n'importe quel produit, si nécessaire, dans un court laps de temps. C'est ce que nous avons fait lorsque nous avons rapidement produit des vaccins contre le coronavirus et nous avons maintenant de nombreux autres produits et services.

Par exemple, après le départ des partenaires peu scrupuleux de KAMAZ du marché russe, leur niche est désormais occupée par des entreprises nationales. Et nous parlons de fournir des composants non seulement pour les modèles traditionnels de l'usine, mais aussi pour la série prometteuse de véhicules long-courriers, de transport et lourds.

Je voudrais également mentionner le système de paiement par carte Mir, qui a

remplacé avec succès Visa et MasterCard sur le marché national et qui est en train d'étendre sa portée géographique, gagnant peu à peu une reconnaissance internationale.

Un autre exemple est celui de l'usine de tracteurs de Saint-Petersbourg. Son ancien partenaire étranger a refusé de vendre des moteurs et de fournir un service de garantie. Qui a aidé ? Les constructeurs de moteurs de Iaroslavl et Toutayev : ils ont commencé à fournir leurs propres moteurs. En conséquence, la production de machines agricoles à l'usine de tracteurs de Saint-Petersbourg en mars-avril de cette année a été un record pour l'entreprise – pas une baisse, mais une augmentation record.

Je suis sûr que ces pratiques positives et ces exemples de réussite seront de plus en plus nombreux.

Je le répète, la Russie a les capacités humaines, scientifiques et technologiques pour maîtriser les produits qui sont particulièrement demandés aujourd'hui, notamment les équipements ménagers et de construction, les équipements industriels et de service.

Le défi aujourd'hui est d'augmenter la capacité et de mettre en place les lignes de production nécessaires en peu de temps. Et l'une des questions clés est un environnement confortable pour les entreprises, ainsi que la disponibilité de sites de production préparés.

Je demande au gouvernement de présenter les paramètres clés du nouveau mode de fonctionnement des pôles industriels d'ici l'automne. Qu'est-ce qui est important ici ?

Le premier est le financement. Les projets lancés dans ces pôles doivent bénéficier de crédits à long terme, abordables, d'une durée maximale de dix ans et à un taux d'intérêt annuel ne dépassant pas sept pour cent en roubles. Nous avons discuté de toutes ces questions, y compris avec notre bloc économique. Tout le monde est d'accord, nous allons le faire.

Le second est la fiscalité. Dans les pôles, il est nécessaire de garantir un faible niveau de taxes forfaitaires, y compris les primes d'assurance.

Le troisième point consiste à soutenir la production au stade initial et précoce, en formant un ensemble de commandes, y compris l'octroi de subventions pour l'achat de produits finis de ces entreprises. La question n'est pas simple, mais je pense que des subventions seront nécessaires. Ils sont nécessaires pour assurer le marché. Nous devrions juste y travailler calmement.

Quatrièmement, nous avons besoin d'une administration simplifiée, comprenant des inspections minimales ou inexistantes, et d'un suivi fiscal et douanier confortable pour les entreprises.

Cinquièmement, et c'est peut-être le plus important, nous devons créer des

mécanismes pour garantir une demande à long terme pour les nouveaux produits innovants qui viennent d'arriver sur le marché. J'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur le fait que ce traitement préférentiel et les pôles industriels correspondants devraient être mis en place dès le 1er janvier 2023.

Ce que je veux dire à cet égard. Les pôles de croissance industrielle, qu'ils soient nouveaux ou existants, doivent attirer les petites entreprises et les mettre dans leur orbite. En même temps, il est important pour l'entrepreneur, pour les petites organisations de voir l'horizon, de comprendre les perspectives.

À cet égard, je demande bien sûr au gouvernement, en collaboration avec la SME [Société fédérale pour le développement des petites et moyennes entreprises] et nos grandes entreprises, de lancer un outil pour les accords à long terme entre les entreprises à participation publique et les petites et moyennes entreprises. De cette façon, la demande pour les produits de ces entreprises sera garantie pour les années à venir, et les fournisseurs pourront s'engager en toute confiance à créer une nouvelle production ou à étendre la production existante pour répondre à cette commande.

Je voudrais ajouter que nous avons déjà sérieusement réduit le temps nécessaire à la construction d'installations industrielles et supprimé les procédures lourdes et inutiles, mais il y a encore beaucoup de lacunes, il y a des choses à travailler et il est possible d'aller de l'avant. Par exemple, il faut encore un an et demi à trois ans pour construire des installations de production à partir de rien, et les taux d'emprunt élevés freinent encore l'achat d'espaces prêts à l'emploi.

À cet égard, je suggère de lancer un outil fondamentalement nouveau – les prêts hypothécaires industriels – pour permettre aux entreprises nationales de déployer rapidement les produits nécessaires. Je parle de prêts préférentiels à long terme avec un taux d'intérêt annuel de cinq pour cent. Les entreprises qui prévoient d'acheter des surfaces prêtes à l'emploi pour la production pourront bénéficier de ces prêts. Je demande au gouvernement de régler sans tarder tous les détails avec le secteur bancaire en Russie, afin que, dans un avenir proche, les prêts hypothécaires industriels soient pleinement opérationnels.

Chers amis !

La vitesse et l'ampleur des changements dans l'économie, la finance et les relations internationales mondiales augmentent. Le rejet de la mondialisation au profit d'un modèle de croissance multipolaire est de plus en plus clair. Bien sûr, la formation, la naissance d'un nouvel ordre mondial est un processus difficile. Nous serons encore confrontés à de nombreux défis, risques et facteurs qu'il est aujourd'hui difficile de prévoir et d'anticiper.

Mais il est évident que les règles de fond du nouvel ordre mondial seront

fixées par des États forts et souverains – ceux qui ne suivent pas la trajectoire déjà fixée par quelqu'un d'autre. Seuls les États forts et souverains ont leur mot à dire dans cet ordre mondial qui émerge à nouveau, ou sont condamnés à devenir ou à rester une colonie impuissante.

Il est nécessaire de s'efforcer d'aller de l'avant, de changer, de sentir le souffle de l'époque, et de faire preuve de volonté et de détermination nationales pour y parvenir. La Russie entre dans l'ère à venir en tant que puissant pays souverain. Nous sommes certains de tirer le meilleur parti des nouvelles opportunités colossales que le temps nous a ouvertes, et nous deviendrons encore plus forts.

Merci de votre attention.

Vladimir Poutine

Source : Site officiel du Kremlin

*Traduction par Christelle Néant pour Donbass Insider*